

Le Forum d'Alger a été axé principalement sur les réformes que compte accomplir l'Algérie pour moderniser son système financier sur les plans bancaire, boursier et des assurances. En effet, quarante ans de gestion publique ont accumulé un retard important, tant par rapport au monde occidental, que par rapport aux voisins immédiats : le Maroc et la Tunisie.



Par Jawad Kerdoudi

Ainsi sur le plan bancaire, la réforme consiste d'abord à augmenter la bancarisation de la société algérienne : il n'existe actuellement qu'une Agence bancaire pour 30.000 habitants. Pour cela, il a été décidé la privatisation d'un certain nombre de banques publiques, et le repositionnement des autres.

C'est ainsi qu'un Appel d'offres sera lancé en Septembre prochain pour privatiser le CPA (Crédit Populaire d'Algérie). L'étude de cette privatisation a été confiée à la banque française Rothschild, et 51% du capital seront offerts à la vente. Deux établissements financiers spécialisés : CNEP (financement de l'habitat) et BADR (financement de l'Agriculture) seront restructurés et modernisés.

Nouveau système de paiement

Pour améliorer la gestion bancaire, un nouveau système de paiement des gros montants, dit ARTS, a été mis en place en Février 2006. En Avril dernier, a été instaurée la télé compensation des chèques, en vue de réduire les délais de paiement. Il est également prévu de lancer les cartes bancaires, encore inexistantes en Algérie actuellement.

Au niveau de la Bourse algérienne, (la COSOB) le marché obligataire est assez dynamique. C'est ainsi, qu'outre les grandes entreprises publiques, les sociétés privées commencent à lancer des emprunts obligataires. Cependant, le marché des actions est dérisoire, car seules 4 Sociétés algériennes sont actuellement cotées. Tout un programme a été présenté au Forum pour moderniser et dynamiser la Bourse

d'Alger.

Le secteur des assurances

Pour ce qui est des Assurances, le retard se mesure à la part très faible de l'Assurance par rapport au PIB (0,57%), et à la faible dépense annuelle par individu concernant l'Assurance (15,4 US \$). Longtemps monopole du secteur public, le secteur des Assurances a été ouvert au privé il y a une dizaine d'années. Il existe actuellement 16 Compagnies d'Assurances, dont 7 à capitaux publics, 7 à capitaux privés et 2 Mutuelles, qui ont réalisé un chiffre d'affaire de 508 Millions de US \$ en 2004. La part du secteur privé représente actuellement 20% du marché total des assurances. Le Gouvernement algérien a pris de nombreuses mesures pour développer ce secteur, qui présente des opportunités considérables. En effet, un énorme potentiel de valeurs reste à assurer, tant en ce qui concerne les investissements publics programmés, que l'assurance des particuliers, notamment l'habitat et l'Assurance vie.

Séminaire de Tunis

Le séminaire de Tunis qui a regroupé des officiels tunisiens, des représentants de l'Union européenne, et des experts maghrébins, a permis de faire le diagnostic actuel des relations euro-maghrébines. Il a tout d'abord été signalé que les relations entre l'Europe et le Maghreb sont étroites et historiques.

Elles sont formalisées actuellement par trois Accords d'Association (Maroc, Tunisie, Algérie), par l'Accord ACP (Mauritanie), et par des discussions avec la Libye, en vue de conclure un Accord d'association. La tonalité générale du séminaire a été marquée du côté maghrébin par un certain dépit, et même par du pessimisme. C'est ainsi que sur le plan politique, il a été reproché à l'Union européenne son peu d'efficacité pour résoudre le problème israélo-palestinien, son alignement partiel concernant l'invasion de l'Irak, et sa dramatisation des problèmes du terrorisme et de l'immigration. Quand à l'aide financière (programme MEDA) accordée par l'Union européenne aux pays du Maghreb, elle a été jugée dérisoire par rapport à celle accordée aux pays de l'Est de l'Europe, nouvellement admis.

Enfin, sur le plan culturel et social, peu d'actions concrètes ont été réalisées pour le dialogue des civilisations, no-

tamment du fait des entraves imposées par l'Europe quant à la circulation des personnes. Après l'échec de la deuxième Conférence de Barcelone de 2005, les perspectives proposées par la nouvelle politique de Voisinage sont peu prometteuses : alignement sur d'autres pays de l'Est (Ukraine et Moldavie), sélectivité (seuls quelques pays de Sud de la Méditerranée ont adhéré à cette nouvelle politique), et Instrument financier insuffisant.

L'intérêt européen

De leur côté, les représentants de l'Union européenne ont confirmé leur intérêt pour les pays du Sud de la Méditerranée, malgré l'élargissement à l'Est. Ils ont déploré l'absence des Chefs d'Etats Arabes à la dernière Conférence de Barcelone, et le peu de progrès réalisés par les pays du Sud de la Méditerranée en matière de démocratie et d'Etat de droit. Ils ont assuré que la coopération régionale continuera dans le cadre du Processus de Barcelone, qui n'est pas remplacé par la nouvelle politique de Voisinage. Cette dernière reste ouverte à tous les pays du Sud de la Méditerranée, et a pour objectif, à moyen terme, de faire accéder les pays volontaires du Sud au marché unique européen. L'ouverture à la libre circulation des personnes entre le Sud et le Nord ne pourrait être réalisée que progressivement, en fonction de l'atténuation des problèmes d'immigration et de terrorisme. Ils ont déploré enfin, le manque d'unité du Maghreb, qui permettrait une synergie horizontale entre les pays membres, et verticale entre le Nord et le Sud.

De ces deux déplacements en Algérie et en Tunisie : quels leçons en tirer ?

En ce qui concerne le Maghreb, dont la construction est actuellement paralysée par des problèmes politiques, il faut donner la priorité à l'économie et aux échanges de la Société civile. Il ne faut pas oublier que le Marché commun en Europe a été basé d'abord sur le charbon et l'acier. Les échanges économiques, et les relations entre les peuples maghrébins contribueront certainement à résoudre les problèmes politiques.

Pour ce qui est de l'Algérie, ce pays connaît actuellement un véritable boom économique, et s'engage dans des réformes structurelles profondes. Les exportations d'hydrocarbures lui

ont rapporté en 2005 une manne de 40 Milliards de \$, lui permettant de réaliser un excédent commercial de 26 Milliards de \$. En 2005, son taux de croissance a été de 5,1%, ses réserves de changes de 56 Milliards de \$, avec une inflation ramenée à 1,6%. Grâce au remboursement anticipé de sa dette extérieure, la dette publique a été réduite à 28% du PIB. Il est prévu un programme d'investissements publics échelonné sur 4 ans (2006-2009) de 60 Milliards de \$ comprenant les autoroutes (Est-ouest de 910 Km), les routes, le Métro d'Alger, le réseau ferroviaire (électrification de 200 Km), l'édification de 8 barrages hydro-électriques, le raccordement aux réseaux électrique et de distribution de gaz.

Le Maroc devrait participer sans réticence à la construction de la nouvelle économie algérienne. L'absence de visa, les relations aériennes quotidiennes, l'accueil cordial des algériens, devraient pousser nos hommes d'affaires, et les représentants de la Société civile, à se rendre fréquemment dans ce pays voisin.

Un partenariat fructueux

Les opportunités sont très diversifiées. On l'a vu dans le secteur financier, où beaucoup reste à faire sur le plan bancaire, boursier et des assurances (Attijari Wafa Bank et la BMCE étaient représentées au Forum de la Finance d'Alger). Au niveau des infrastructures (BTP), de l'industrie légère, des services, de nombreux projets existent. Le Maroc va participer officiellement à la Foire d'Alger qui se tiendra du 1er au 8 Juin prochain, et qui va connaître la participation de 42 pays. C'est une occasion opportune pour établir des contacts, et lancer la prospection de ce marché prometteur. La CGEM a eu la bonne idée d'organiser à Alger, le 05 Juin prochain, un Forum économique maroco-algérien.

Les autres pays du Maghreb offrent également beaucoup d'opportunités. Des synergies peuvent être réalisées avec la Tunisie, dont l'économie est en pleine croissance. La Libye, riche de l'exploitation de ses hydrocarbures, s'ouvre progressivement au marché mondial. La récente découverte de pétrole en Mauritanie va dynamiser également les besoins de ce pays.

En conclusion, l'intégration du Maghreb doit se faire d'abord par l'économie.